

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES POLITIQUE

Laurent Wauquiez : « Je

Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes refuse de mettre en place une nouvelle taxe régionale que le gouvernement prévoit pour 2017. Il s'explique.

Le gouvernement a le projet de créer en 2017 une taxe spéciale d'équipement régional, qui doit permettre aux régions de disposer d'une recette supplémentaire annuelle de 600 millions d'euros. Êtes-vous prêt à mettre en place cette taxe dans la région Auvergne-Rhône-Alpes ?

« Je refuse catégoriquement la proposition du gouvernement de créer une taxe régionale supplémentaire. Tant que je serai président de région, je n'accepterai pas la création de la moindre taxe qui pèse sur les familles ou sur les entreprises et qui détruit de l'emploi. Les impôts, ça suffit. »

L'investissement de la Région a permis de débloquer financièrement la réalisation de l'A45. Où en est le dossier aujourd'hui et comment appréhende-t-on le problème de l'arrivée sur Lyon ?

« Ce dossier est très emblématique de la nouvelle manière de fonctionner de la Région. Il était enterré depuis des années et des années. Il s'est débloqué parce que la Région a décidé de mettre de l'argent sur la table. Je connais bien la réalité des embouteillages de l'A47 avec des milliers d'emplois affectés, deux cents accidents en quatre ans dont certains mortels. Infrastructure stratégique pour l'économie de la région. Rien que dans le BTP, l'A45 créera 1 500 à 2 000 emplois. Il y a deux points sur lesquels nous devons encore avancer. D'abord, je tiens à ce que la réalisation soit un modèle sur le plan écologique, notamment avec une insertion paysagère exemplaire. Le second point sensible est l'accès à l'agglomération lyonnaise. J'ai saisi le ministre des Transports sur ce sujet. Il faut trancher cette question et que l'on n'oriente pas tout le flux en direction de Pierre-Bénite. Plus fondamentale-

ment, c'est le dossier de toutes les infrastructures autour de Lyon qui doit être réglé. »

Votre prédécesseur avait rejeté l'ancien dernier la proposition de nouvelle convention de la SNCF pour les TER en la jugeant inacceptable. Comment ce dossier avance-t-il, quelles sont vos exigences ?

« Il faut que s'arrêtent le laisser-faire et le laisser-aller dans la façon dont la direction de la SNCF a traité notre région. On hérite d'une convention dans laquelle la SNCF n'a aucune pénalité quand les trains sont en grève, la Région paie quand même ou quand la SNCF supprime des conducteurs parce qu'elle n'en a pas assez formé, là aussi rien n'était prévu. Le résultat c'est que l'usager est méprisé. Je veux maintenant que les usagers sachent que la Région va les défendre. On cesse de fermer les yeux. L'année dernière, sous la présidence socialiste, la pénalité infligée à la SNCF était de 300 000 euros. Cette année, nous avons déjà obtenu 6,5 millions d'euros de pénalités, car nous ne sommes pas contents du service rendu. Je veux qu'il y ait une pression sur la SNCF. Notre deuxième priorité est la sécurité. Ce sera l'une des composantes fortes de cette convention. Nous partons sur une logique qui consiste à équiper la totalité de nos trains en vidéo-protection. Je vous annonce que nous avons commandé trente et une rames qui sont toutes sous vidéo-protection. »

Seriez-vous d'accord pour que sur certaines lignes, des cars remplacent des trains ?

« Nous avons hérité d'une situation dans laquelle on a laissé les petites lignes se détériorer. Je n'ai pas l'intention de supprimer des lignes qui rendent service ou permettent de l'aménagement du territoire. Je ne suis pas contre les cars si cela permet de maintenir des liaisons. »

Propos recueillis
par Michel Rivet-Paturel,
François Samard et Frank Viart



■ Laurent Wauquiez, jeudi dans le quartier de

« Je vous annonce que nous avons commandé trente et une rames qui sont toutes sous vidéo-protection »

Laurent Wauquiez

VERBATIM

■ La maison d'Izieu

« Nous avons besoin de la maison d'Izieu. Je souhaite qu'elle nous aide à créer un réseau commun de lieux de mémoire dans la région qui permette à nos enfants de comprendre ce qu'a été la Shoah. C'est ce que nous financerons. La subvention est destinée à être stable. Mon but n'était pas de faire des économies sur Izieu mais de demander à Izieu de faire un travail en commun. »

■ Le plan d'économies de 75 millions d'euros

« Nous avons cherché des économies partout et ce plan sera tenu. Auvergne-Rhône-Alpes est même la



■ La maison d'Izieu, dans l'Ain./

Photo Richard MOUILLAUD

première région française en termes d'économies de fonctionnement. Cet argent économisé, je le rends aux habitants. Les économies réalisées nous ont, par exemple, permis d'enclencher des travaux de rénovation dans 15 lycées supplémentaires. »

■ Le chantier de contournement du Puy-en-Velay

« C'est un chantier piloté par l'État, qui prend du retard, mais que la Région ne finance pas. C'est une erreur de la précédente Région qui ne finançait pas les routes. Je n'exclus pas d'ailleurs que la Région devienne maître d'ouvrage sur certains chantiers routiers. »

Rédaction du Rhône

4 rue Montrochet,
69002 Lyon

Téléphone

Rédaction : 04.78.14.76.00
Pub : 04.72.22.24.37

Mail

redaction69@leprogres.fr
lpublicite@leprogres.fr
economie69@leprogres.fr

Web

www.leprogres.fr/rhone
economie69@leprogres.fr

Facebook

www.facebook.com/
leprogres.lyon

Twitter

leprogresrhone

ALERTE INFO Vous avez une info ?

0 800 07 68 43

Service & appel gratuits

LPRFILROUGE@leprogres.fr

Je ne veux pas de nouvelle taxe >>



La Confluence, à Lyon. / Photo Frédéric CHAMBERT

« Je ne serai pas au gouvernement en 2017 [...], mon ADN c'est le terrain »

Devenu fin août président national du plus grand parti d'opposition, Les Républicains, Laurent Wauquiez, par ailleurs député de Haute-Loire, ne voit pas dans cette nouvelle responsabilité d'obstacle à l'exercice de sa présidence régionale : « J'ai toujours été clair sur ce sujet et je demande à être jugé sur mes actes. Ceux qui me connaissent savent que mon ADN c'est le terrain. Je suis un des rares hommes politiques à avoir sa famille qui ne vit pas à Paris mais dans sa région, au Puy-en-Velay ». Il pense même que la présidence des Républicains peut être valorisante : « C'est un atout évident pour la région Auvergne-Rhône-Alpes d'avoir à sa tête une personnalité nationale, pour faire avancer les dossiers ». Cette nouvelle fonction ne risque-t-elle pas de l'éloigner de la Région si la droite gagne l'élection présidentielle en le propulsant au gouvernement ? Il rejette fermement cette hypothèse : « Je l'ai dit et je le répète : je ne serai pas ministre en 2017. Je ne me suis pas fait élire à la tête de la Région pour partir quelques mois plus tard. Pas même pour Matignon », affirme-t-il.

Soutien de Nicolas Sarkozy, il ne s'avance toutefois plus trop dans la primaire de la droite, se bornant à constater que « la force de Nicolas Sarkozy, c'est son courage et sa détermination » et laisse chacun s'exprimer : « Maintenant, que le meilleur gagne et que les Français tranchent ».

Sur le plan régional, Laurent Wauquiez entend renégocier le Contrat de plan État-Région : « La Région n'obtient pas assez de l'État, elle mérite mieux. Il doit mettre au moins 20 millions de plus. Ce qui aura un effet levier et permettra de lancer des projets à hauteur de 60 millions d'euros ». Il relève également que des « territoires ont été délaissés », comme « les monts du Lyonnais ou encore l'Est lyonnais, sans parler de la Loire qui a été largement oubliée ou de la Haute-Loire qui est vraiment le parent pauvre ».

Laurent Wauquiez infirme par ailleurs la rumeur selon laquelle il souhaiterait se désengager de la restructuration de la gare de La Part Dieu : « Je n'abandonnerai pas les gares de la Part-Dieu et de Perrache qui ont un intérêt évidemment stratégique pour la Région ». Mais il admet que « actuellement on discute » avec Lyon, « capitale régionale. Elle est un moteur ».

M.R.P

ZOOM

Les petites phrases de Laurent Wauquiez

Sur Gérard Collomb (PS), maire de Lyon : « J'aime que les projets soient concrets et qu'ils avancent rapidement. Les chèques en blanc les yeux fermés, c'est fini. En revanche, quand il y a de beaux projets, je suis prêt à financer. Je suis sûr que Gérard Collomb va s'habituer à ma méthode. Vous le verrez rapidement sur des projets concrets que nous serons amenés à porter ensemble [...] ».

Sur Gaël Perdriau (LR), maire de Saint-Étienne : « S'il y a bien quelqu'un qui aime Saint-Étienne, c'est moi. J'ai demandé à travailler ensemble de façon très concrète. La meilleure réponse, ce ne sont pas les paroles, mais les actes. Qui sort l'A45 pour Saint-Étienne ? Les financements pour les institutions culturelles sont-ils arrivés ou non ? Il y a parfois eu des paroles qui m'ont blessé, mais je tourne la page. Saint-Étienne est une ville que j'aime et son maire est quelqu'un que je connais depuis longtemps ».

Sécurité dans les lycées, préférence locale pour les chantiers : ce qu'il dit

Vous avez annoncé votre intention de sécuriser 100 % des lycées de la région d'ici à la fin 2017. Or aujourd'hui, certains départements ne sont pas équipés, comme l'Ain ou la Loire. Pourquoi ?

« Quand j'ai tiré, il y a un an, la sonnette d'alarme sur la sécurité, je me suis heurté à de très fortes attaques de la part de Najat Vallaud-Belkacem, des socialistes et des syndicats. Ils considéraient que ce n'était pas une priorité. Je vois aujourd'hui que les esprits ont beaucoup évolué. Plus personne ne conteste que la question de la sécurité des lycées en période de terrorisme est une priorité. D'ici à la fin de l'année, 60 établissements seront sécurisés. Je ne lâcherai pas sur le sujet. La sécurité, c'est aussi s'assurer qu'on ne met pas n'importe qui au contact de nos enfants. J'ai donc demandé au Premier ministre qu'un système soit mis en place qui nous permette – de la même manière que pour les délinquants sexuels – de ne pas recruter des individus dangereux dans les lycées. Je déposerai une proposition de loi sur ce sujet à la rentrée parlementaire. J'ose espérer que Manuel Valls avancera sur la question. Notre plan pour la sécurité atteindra 32 millions d'euros sur trois ans en faveur des lycées. »

Vous avez mis en place une politique de préférence locale en faveur des entreprises régionales candidates aux marchés publics lancés par la Région. Quel bilan tirez-vous de cette mesure ?

« Sur les nouveaux chantiers affectés dans les lycées, décidés sur 2016, nous sommes à 95 % de taux d'attribution à des entreprises régionales. Au lycée horticole de Montravel, à



■ Laurent Wauquiez et Béatrice Berthoux, vice-présidente chargée des lycées, à la rentrée d'un lycée de Saint-Chamond (Loire). Photo Yves FLAMMIN

Villars, les lots pour la maçonnerie, la peinture, la serrurerie et le revêtement ont été attribués à des entreprises basées dans la Loire. C'est ce que je voulais. On n'arrivera pas toujours à 100 %, mais je fais ça depuis dix ans au Puy-en-Velay et ça marche. »